



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2893  
12 janvier 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Seuls les combats des travailleurs pourront changer cette société en crise**



INFORMATIO

À Gaza.



ISRAËL-DEFENSE-FORCE

En mer Rouge.



REUTERS

À Paris.



JOSE LUIS GONZALEZ-REUTERS

À la frontière Mexique-États-Unis.

**Inondations**  
**Intempéries et**  
**absence de l'État**

Page 5

**Remaniement**  
**Pour que rien**  
**ne change**

Page 3

**Moyen-Orient**  
**USA, pompiers**  
**pyromanes**

Pages 8 et 9



**Leur société**

- Remaniement : pour ne rien changer 3
- Élisabeth Borne : "un exemple" d'attaques antiouvrières 3
- Le Maire : la continuité d'une sale politique 3
- Immigration : manifestations contre une loi antiouvrière 4
- Assauts de démagogie 4
- Plan grand froid : dérisoire 4
- La rue c'est la mort ! 4
- N'est pas Mohammed Ali qui veut 4
- Inondations : intempéries et absence de l'État 5
- Dans la région d'Arques 5
- Les assurés paient, les assureurs encaissent 5
- Prix : la baisse se fait attendre 6
- Énergie : hausses en cascade 6
- Lactalis : les éleveurs pressurés 6
- Nos lecteurs écrivent : les idées de Papon sont toujours là ! 6
- France travail : nouveau rabatteur du patronat 7
- Violences policières 7
- Alimentation : les privés du contrôle 7
- Mayotte : eau rare et plombée 12
- JO : vers un chaos olympique ? 12
- Missiles Patriot : toujours plus pour l'armement 12
- Les smicards mahorais discriminés 12
- Cac40 : actionnaires au paradis 13
- Normandie : racket sur la carte grise 13
- Bretagne : Orange pour les riches 13

**Dans le monde**

- Moyen-Orient : Blinken, pompier pyromane 8
- Gaza, un conflit sans fin 8
- Des Israéliens contre la guerre 8
- Liban-Israël : une escalade dangereuse 9
- L'aide alibi de la France 9
- Les aveux d'un général 9
- Russie-Ukraine : une guerre contre les peuples 10
- Armateurs : profiteurs de guerre 10
- Grèce : "l'or liquide" alimente l'inflation 10
- Chine : de la crise immobilière à la crise financière 11
- Union européenne : des barbelés toujours plus hauts 11
- États-Unis : licenciements dans l'automobile 11
- Argentine : Milei contre les droits des travailleurs 16
- Éthiopie : guerre, famine et exploitation 16

**Dans les entreprises**

- Ateliers TGV Villeneuve-Saint-Georges 14
- SNCF - Montargis 14
- STEF - Vitry-sur-Seine 14
- CHIMM - Les Mureaux 14
- Safran 15
- Territoriaux - La Courneuve 15

# En 2024, les raisons d'espérer sont dans les combats des travailleurs pour changer le monde !

L'année 2024 a commencé comme 2023 s'est terminée : au son du canon et des bombes en Ukraine et à Gaza. Avec les cris de désespoir des victimes, à commencer par ceux des Palestiniens de Gaza qui n'en finissent pas de compter leurs morts et sont livrés au froid et à la faim.

Dans la péninsule coréenne, 2024 a commencé avec 200 tirs d'artillerie nord-coréens visant la frontière maritime entre les deux Corées. Le dirigeant Kim Jong-un est adepte des rododromes sans lendemain. Mais comment ne pas s'en inquiéter quand la mer de Chine s'est transformée en théâtre de confrontation entre les États-Unis et la Chine, rivale économique à abattre ?

Combien d'autres régions sont ravagées par les conflits armés, acculant des millions de personnes à la fuite et à la famine, comme en République démocratique du Congo ou au Soudan ?

Les bruits de bottes se font entendre jusqu'en Amérique du Sud, au Guyana, ex-colonie britannique. Là, le Venezuela conteste aux États-Unis et à la Grande-Bretagne le droit de rafler les immenses réserves de pétrole de l'Essequibo.

Les horreurs, les guerres et les souffrances dont on ne voit pas le bout se multiplient et menacent le monde entier d'une nouvelle guerre mondiale. Sera-t-elle provoquée par l'extension de la guerre aux allures de purification ethnique qu'Israël mène contre le peuple palestinien ? Par un accrochage guerrier entre la Chine et Taïwan ? Par une escalade de la guerre en Ukraine ?

Personne ne peut le dire, mais les dirigeants de la planète nous mènent à une déflagration générale. Et ils s'y préparent, comme en atteste le ton martial des vœux de Macron demandant au pays de se « réarmer ». Et ce n'est pas un vœu pieux, puisqu'il a doublé le budget de l'armement depuis 2017.

Mener des guerres fait partie du métier des dirigeants bourgeois. Car celles-ci sont le prolongement de la guerre économique que leurs trusts capitalistes se mènent pour contrôler les matières premières, les chaînes de production et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale. Quelles que soient les justifications qui en sont données, les guerres sont toutes la traduction militaire des rivalités économiques pour conserver ou conquérir une suprématie économique.

L'espoir d'un avenir sans guerre ni exploitation

repose tout entier sur notre camp, le camp des travailleurs. Il se trouve du côté des peuples, qui n'ont cessé de se battre et de se révolter depuis que l'exploitation et l'oppression existent. Les travailleurs ont, à de multiples reprises, changé le cours de l'histoire au travers de leurs soulèvements et des révolutions sociales.

La seule source d'espoir est que nous retrouvions, en tant que travailleurs, la conscience de notre force collective et de notre capacité à changer la société.

Face à la marche d'un monde aussi détraqué et menaçant, on peut vite se sentir démuné, surtout quand on se démène dans mille et une difficultés quotidiennes, comme c'est le cas de l'écrasante majorité des travailleurs. Mais les fléaux qui font basculer l'humanité dans la barbarie et les attaques contre nos conditions de vie ont la même cause fondamentale : le système capitaliste, qui consiste à accumuler le plus possible de capitaux privés au travers du marché et de la concurrence.

Les fauteurs de guerre sont aussi ceux qui orchestrent notre exploitation quotidienne, les bas salaires et le pillage des caisses de l'État au profit de la classe capitaliste. Ils peuvent décider de nous envoyer à la boucherie pour les intérêts de la bour-

geoisie, comme ils nous demandent déjà de nous sacrifier sur l'autel de ses sacro-saints profits.

Les capitalistes et leurs larbins politiques détiennent ce pouvoir en vertu des capitaux et des moyens de production qu'ils monopolisent. Mais ils ne font pas tourner la société. Ceux qui le font, ce sont bel et bien les travailleurs !

C'est nous, ouvriers, employés, techniciens, qui détenons les secrets de fabrication pour produire, construire, organiser le travail, réparer, soigner, apporter l'eau et l'électricité... Même pour faire la guerre, le gouvernement dépend de nous. Qui d'autre que les travailleurs peut concevoir, produire, acheminer et manier les armes ? Sans les travailleurs, il n'y a pas de guerre possible.

Alors, œuvrons pour que 2024 voie renaître la conscience que les travailleurs représentent une force sociale et qu'ils peuvent et doivent arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et de ses politiciens. C'est la seule chance d'offrir un avenir à l'humanité !

Nathalie Arthaud





## Remaniement: pour ne rien changer

**La nomination à Matignon de Gabriel Attal, enfant prodige de la macronie, à la place d'Élisabeth Borne, ex-préfète congédiée par un tweet, ne changera rien à la vie des travailleurs de ce pays.**

Les Premiers ministres se suivent, les castings gouvernementaux se renouvellent, des premiers de la classe ambitieux remplacent de vieux briscards blanchis sous le harnais, sans que la politique menée ne varie. Les ministres échangent leurs ministères, les journalistes s'extasient sur la carrière fulgurante d'Untel et glosent sur la disgrâce de tel autre. Mais la feuille de route reste de servir les capitalistes, aider les grands patrons du CAC 40 à conquérir des marchés, financer leurs investissements avec l'argent public, attaquer les droits des travailleurs, augmenter le temps de travail, réduire la part de richesses qui revient aux classes populaires, désigner des boucs émissaires du côté des étrangers...

C'est bien sûr la politique assumée de Macron et de sa bande d'arrivistes, prêts à toutes les manœuvres et les retournements pour faire passer leurs lois antiouvrières. L'arrogance et le mépris social vis-à-vis des travailleurs que transpirent ces politiciens issus des milieux privilégiés suscitent une haine légitime dans les entreprises et les quartiers populaires. Cette politique antiouvrière ne vient

évidemment pas seulement de la petite personne de Macron: c'est celle qu'exige le grand patronat dans cette période de crise du capitalisme où la concurrence et les rivalités économiques sont féroces.

Pour préparer les lois de régression sociale, pour mettre en œuvre

une politique et des budgets pro-patronaux, il y a derrière les ministres des hauts fonctionnaires, liés à la grande bourgeoisie par de multiples relations. Pendant que les premiers s'agitent un moment dans la lumière avant de quitter la scène, les chefs de cabinet, les conseillers divers, les préfets, les hauts gradés de l'armée agissent en permanence dans l'ombre de l'appareil d'État.

Élection après élection,

les têtes ont changé à l'Élysée, à Matignon ou au Parlement. Les partis usés au pouvoir ont été remplacés par de nouveaux. La gauche et la droite ont laissé la place à Macron et fait le lit de l'extrême droite, désormais au plus haut dans les sondages. Mais la politique menée, elle, n'a pas varié ou, plus exactement, chaque équipe au pouvoir a aggravé les attaques antiouvrières de la précédente. Car tous ces partis de gouvernement

sont respectueux de l'ordre social existant, du pouvoir absolu que les capitalistes exercent sur la marche de l'économie. Et tous acceptent d'être des gestionnaires d'un appareil d'État forgé tout exprès pour défendre le capital.

C'est cet appareil d'État que les travailleurs devront abattre pour changer leur sort. Le changement des marionnettes qui le décorent ne leur est d'aucune utilité.

**Xavier Lachau**

## Élisabeth Borne: un "exemple" d'attaques antiouvrières

**« Tu es un exemple », a déclaré Gabriel Attal à Élisabeth Borne, devant Matignon, lors de la passation de pouvoirs le 9 janvier.**

Cet hommage à celle qui a fait passer la loi Immigration et la réforme des retraites, mais aussi bien d'autres attaques contre les travailleurs, actifs, sans emploi ou retraités, sonne comme une menace à l'encontre du monde du travail. De la part d'Attal, il comporte sans doute une part de sincérité. Arrivé premier de la classe sur le podium, il peut être soulagé de n'avoir pas à endosser, sur ces sujets en tout cas, l'impopulaire costume que Borne a porté de longs mois sans états d'âme.

« Le sentiment du devoir accompli » exprimé par l'ex-Première ministre après le vote de la loi infâme qui durcit immédiatement les conditions de vie de la fraction sans papiers de la classe ouvrière concerne évidemment aussi la réforme des retraites. Mentir effrontément en prétendant que cette réforme protégerait les femmes et les seniors ne l'avait pas arrêtée, pas davantage les milliers de manifestants qui s'y sont opposés des semaines durant, et encore moins le rejet qui s'exprimait majoritairement dans les sondages.

En fait, la haute fonctionnaire que les médias se plaisent désormais à classer à gauche n'en était pas à son coup d'essai contre les travailleurs et n'avait pas été embauchée par hasard par Macron. Avant sa participation au gouvernement d'Edouard Philippe en 2017, Borne avait servi à des postes de direction à la Sonacotra, puis à la SNCF, puis chez Eiffage. Elle avait contribué aux cadeaux aux sociétés d'autoroutes en 2015 et sévi à la tête de la RATP de 2015 à 2017. Puis, ministre des Transports, elle avait tenu tête aux cheminots grévistes en 2018 et, déjà, fait voter une réforme rejetée



par la majorité des travailleurs concernés.

Selon son ex-patron à l'Élysée, « elle a fait un bon job ». On voit quelles compétences il recherche.

**Viviane Lafont**

## Le Maire: la continuité d'une sale politique

**« Le plus dur est devant nous! », a déclaré le ministre de l'Économie Bruno Le Maire le 8 janvier, se prenant pour Churchill qui, lors de la Deuxième Guerre mondiale, promettait aux Britanniques du sang et des larmes: « Nous devons trouver au minimum 12 milliards d'euros d'économies en 2025. »**



Pour l'instant, Le Maire n'a pas encore précisé où il compte trouver cette somme, seules quelques pistes ont été évoquées: réduire le chômage, revoir les dispositifs d'aides sociales et fiscales pour ce que le gouvernement appelle les classes moyennes, c'est-à-dire, en clair, les travailleurs ayant un salaire qui leur permet encore de vivre sans trop se priver; ou, pourquoi pas, en réduisant le nombre d'enseignants, sous prétexte d'une baisse du nombre d'élèves. En résumé, Le Maire entend poursuivre la même politique qui est de pressurer les travailleurs et d'attaquer encore plus les services publics, afin de

pouvoir continuer à arroser les parasites que sont les capitalistes.

À supposer que 12 milliards soient réellement indispensables pour équilibrer le budget, Le Maire n'aurait pourtant aucune difficulté à les trouver... à condition de regarder dans la bonne direction. Cette somme correspond exactement à l'accroissement de la fortune du milliardaire Bernard Arnault quand, le 14 avril dernier, il avait suffi au groupe d'annoncer une hausse de 17% sur la vente de ses produits de luxe pour lui permettre de l'emporter. Ou encore, la suppression de l'ISF (impôt sur la fortune) sur quatre ans,

où les plus riches contribuables n'étaient plus taxés que sur leur fortune immobilière, correspond à la somme qui ferait défaut aux finances publiques.

Pourtant, ces 12 milliards dont profitent les plus riches ne sont que de la petite bière face à tous les cadeaux faits aux entreprises ces dernières années, comme le CICE, la baisse de l'impôt sur les sociétés, celle des impôts de production, etc. Sans parler des hausses du budget militaire qui vont directement dans les coffres-forts des Thales, Dassault et Safran, pour ne citer qu'un échantillon de la grande fraude des profiteurs de guerre.

**Marianne Lamiral**





## Immigration: manifestons contre une loi antiouvrière

Le Conseil constitutionnel se prononcera le 25 janvier sur la validité de tout ou partie de la loi Asile-Immigration adoptée par le Parlement, avec le soutien des députés de droite et du RN, le 19 décembre.

Cette loi constitue une attaque directe contre les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, leur rendant la vie encore plus difficile, les soumettant encore plus au bon ou mauvais vouloir des autorités et du patronat. Elle est de ce fait une attaque contre l'ensemble des travailleurs du pays, quel que soit leur statut, puisque l'oppression des uns facilite et prépare l'oppression des autres. Elle est aussi une attaque politique visant à opposer entre

elles diverses catégories de travailleurs, avec ou sans papiers, étrangers ou français, etc. Elle prend place dans la constante et pesante campagne xénophobe faisant des étrangers les responsables de tous les maux, dédouanant ainsi le patronat et l'État de la responsabilité du chômage, des bas salaires et de la dégradation des services publics.

C'est pourquoi Lutte ouvrière appelle à se joindre aux manifestations organisées contre cette loi. Deux

dates sont prévues, les 14 et 21 janvier. De nombreuses associations de travailleurs sans papiers et leurs soutiens appellent à celle du 14. Des personnalités de la gauche politique et syndicale et des artistes appellent à celle du 21, avec des arguments qui souvent ne sont pas les nôtres. Quoi qu'il en soit, c'est au nom de la défense des intérêts de la classe ouvrière et au nom de l'unité des travailleurs de tous les pays que Lutte ouvrière participera aux manifestations des 14 et 21 janvier, et notamment à Paris, dimanche 14 janvier, celle qui partira à 15 heures de la place de la République.

Paul Galois

## Assauts de démagogie

Le ministre de l'Intérieur Darmanin a annoncé fièrement que ses services ont expulsé 4 686 « étrangers délinquants » en 2023, un chiffre en augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente.

Ces « étrangers délinquants » n'ont en fait commis qu'un seul crime : celui d'avoir voulu s'installer en France à la recherche d'une vie meilleure, un droit que leur refuse l'État, qui n'est bienveillant avec les étrangers que lorsque ce sont de riches dictateurs. Mais qu'importe à Darmanin, qui soigne son image de ministre à poigne : en accolant systématiquement « étrangers » et « délinquants », il flatte consciemment l'extrême droite et cherche à diviser les travailleurs, qui,

avec ou sans papiers, travaillent et vivent ensemble.

Apportant sa pierre à la campagne anti-immigrés permanente, la Cour des comptes vient de rendre public, le 4 janvier, un rapport consacré à l'immigration, prétendant se préoccuper uniquement de bien employer l'argent public pour surveiller les frontières. Ce texte indique également que l'objectif, annoncé par Véran en 2019, d'exécuter 100 % des obligations de quitter le territoire, est « fantasmagique ». C'est reconnaître à demi-mot que l'application des 133 modifications de la loi opérées depuis dix ans est impossible. Les centres de rétention administrative sont surpeuplés, les tribunaux ne parviennent pas à

traiter tous les dossiers, la Police aux frontières est en sous-effectif. Darmanin a beau encourager les préfets à « accélérer encore en la matière », c'est-à-dire à expulser davantage, ses coups de menton se heurtent à la réalité.

La démagogie anti-immigrés du gouvernement et le durcissement des lois et des procédures n'arrêteront évidemment pas les hommes et les femmes qui fuient la misère et la guerre. Leur seul résultat sera de leur rendre la vie de plus en plus impossible, la traversée des routes migratoires de plus en plus dangereuse, et l'exploitation de ces travailleurs ici même, en France, sera de plus en plus féroce.

Camille Paglieri

## Plan grand froid : dérisoire

Depuis le 8 janvier, les températures sont tombées de plusieurs degrés en dessous de zéro. Dans les régions concernées, les préfetures, dont c'est l'attribution, ont déclenché le plan grand froid.

Administrativement, la chose est bien définie. Météo-France donne l'alerte dès lors qu'il est prévu pendant plus de deux jours une température en dessous de 0°C pendant la journée et inférieure à -5°C la nuit. Il faut alors, disent les textes, « détecter, prévenir et limiter les effets sanitaires et sociaux liés aux températures hivernales », en portant une attention toute particulière aux enfants, aux personnes âgées, aux sans-abri. Et, est-il

ajouté, les services de l'État doivent « se mobiliser pour permettre plus d'hébergements aux plus vulnérables ».

Et, concrètement, qu'en est-il ? Pour ne prendre qu'un exemple, le préfet de Paris a annoncé dès le 7 janvier au soir « l'ouverture progressive de 274 places supplémentaires [...] pour la mise à l'abri des personnes à la rue ». Mais ce n'est même pas le dixième de ce qui serait nécessaire ! En effet, il y a tout juste un an, dans la nuit du 26 au 27 janvier 2023, un recensement, organisé par la Mairie de Paris elle-même permettait de dénombrer... 3 015 personnes sans abri dans la capitale.

Sophie Gargan



## La rue c'est la mort!

Depuis le jour de Noël, 39 familles campent sous une grande tente blanche installée par l'association DAL (Droit au logement) juste à la sortie du métro Solférino, dans le très chic et très cher 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elles campent notamment pour obtenir un hébergement

stable et décent des 39 familles et exigent l'hébergement de tous les sans-abri.

« La rue c'est la mort ! Un logement c'est la vie », proclame la banderole. En 2022, 624 sans-abri sont morts. Et s'ils meurent en toute saison, ils sont particulièrement menacés quand il fait froid.

S. G.

## N'est pas Mohammed Ali qui veut

Le ridicule ne tue pas. La preuve : Macron s'est mis en scène en tenue de boxeur sur une vidéo sur son compte X (ex-Twitter), et il est, à ce qu'il semble, toujours là.

Le 8 janvier, voulant jouer les influenceurs, le président sagement immobile devant son sac de frappe, a enfoncé des portes ouvertes comme : « 30 minutes de sport c'est bon pour la santé, c'est bon pour plein de choses ». Cependant il n'aura pas rattrapé et de

loin, avec ses 119 millions de vues, les 28 millions de Kim Kardashian. Il n'aura pas non plus fait oublier qu'il manque toujours de piscines pour que les enfants apprennent à nager, de professeurs d'EPS dans les écoles...

Et pour ce qui est de « se bouger », avec les difficultés de transport, de garde d'enfants et la course aux promotions dans les supermarchés, les travailleurs ont leur dose !

V. L.



## Inondations : intempéries et absence de l'État

En visite dans le Pas-de-Calais après les inondations du début de l'année, le mal nommé ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, Christophe Béchu, s'est étonné : « Un cas où on a deux catastrophes naturelles à quelques semaines d'intervalle, ce n'est pas dans le manuel. »

La naïveté feinte du ministre cache bien mal l'impréparation générale face au changement climatique annoncé par tous les experts au fil des ans et qui fournit des thèmes de discours à tous les dirigeants politiques de la planète.

Depuis les dernières inondations, les habitants de cette région ont été laissés

seuls avec leurs problèmes, chacun devant se débrouiller avec son assurance, avec sa famille, ses sacs de sable, alors que le gel menace avec la vague de froid. Le ministre a pris un ton très ferme pour assurer qu'il allait se retrousser les manches : revoir à la hausse l'enveloppe de 50 millions promise en novembre lors des dernières

inondations, intervenir auprès des assurances pour que les sinistrés n'aient pas à faire plusieurs dossiers d'indemnisation et à payer deux fois la franchise. La principale mesure annoncée consistera à démolir les habitations dans certaines zones particulièrement à risque. Mais sans rien dire sur ce que deviendront les habitants, ni ce qu'ils toucheront, alors que leur maison ne vaut plus rien. Comment pourront-ils se reloger, alors qu'ils ont souvent perdu toute une vie d'économies dans la catastrophe ?



Déjà en 2022.

Pourtant, le problème des inondations, comme celui des incendies l'été, n'est pas un problème individuel, mais collectif. Les mesures de prévention comme le curage des fossés, l'entretien des installations existantes et des espaces naturels, tout cela incombe à la collectivité. Évidemment,

cela nécessite des moyens financiers pour réaliser et entretenir les installations, mais il le faut pour ne pas gérer tous les événements et les problèmes au coup par coup, et souvent après une catastrophe. Tout le contraire de la gestion capitaliste de cette société.

**Camille Paglieri**

## Dans la région d'Arques

Les inondations ont touché une partie du Pas-de-Calais à deux reprises en novembre et une troisième fois début janvier. Les médias parlent de plus de 2 000 sinistrés mais, en réalité, bien plus de foyers ont été touchés.

Bien sûr il est tombé beaucoup d'eau, mais bien des habitants sont en colère parce que tous ont pu constater que rien n'a été fait depuis la crue de novembre. Ainsi, les pompes, venues tardivement en novembre, étaient reparties. Et début janvier il a fallu attendre qu'elles reviennent, pendant que l'eau montait et que la population était livrée à elle-même pour y faire face. Des habitants ont dû creuser un fossé autour de leur jardin, d'autres ont utilisé des pompes qu'ils ont achetées afin d'empêcher l'eau de pénétrer dans la maison. Et, heureusement, partout la solidarité a joué, avec les moyens du bord pour retenir l'eau et l'évacuer.

rentre chez eux et devaient se débrouiller pour se reloger. Certains n'ont trouvé comme solution que le



camping et, en plein hiver, il n'y a pas d'eau.

À l'usine d'Arc, principal employeur de la région, les mêmes causes ont eu les mêmes effets : les parties inondées des locaux ont été fermées, avec télétravail pour les employés des bureaux et chômage partiel,

c'est-à-dire salaire partiel, alors que les frais des inondations s'ajoutent à ceux du quotidien. Les travailleurs qui étaient contraints de rester chez eux ont dû se payer eux-mêmes leur salaire, en prenant sur des jours de RTT, de congé ou des jours de chômage partiel.

Concernant les causes de ces inondations à répétition, le directeur de la société géologique du Nord évoque « l'artificialisation des sols...une politique irresponsable avec des zones industrielles, des parkings construits dans les fonds plats de la vallée ». Quant aux travaux nécessaires pour limiter ces inondations, il indique la nécessité de « replanter des haies qui ont été arrachées et qui ralentissent les ruissellements, [...] favoriser les cultures capables de stocker de l'eau, et il faut curer les canaux

et fossés pour permettre à l'eau de s'évacuer vers la mer ». Mais les géologues et géographes ainsi consultés sont très peu écoutés. Tous ces moyens nécessaires ont un coût, que les pouvoirs publics n'envisagent pas de financer. Pour vider les rues d'Arques envahies par l'eau, il a fallu l'intervention d'une équipe de pompiers venus de Slovaquie. Bien des habitants sont en colère contre le manque de pompes, d'infrastructures, de moyens. « Les moyens, l'État les met pour l'armement », constatait l'une d'entre eux.

Le nouveau Premier ministre a annoncé sa venue, mais les habitants de la région ne se font aucune illusion : les responsables politiques ne sortent leur carnet de chèques que quand ils viennent aider le patronat.

**Correspondant LO**

## Les assurés paient, les assureurs encaissent

Des centaines de communes ont vu leur contrat d'assurance résilié au 1<sup>er</sup> janvier 2024, venant s'ajouter à la centaine qui ne trouvait déjà plus d'assureur. Pour d'autres, le coût de l'assurance a augmenté parfois de 70 %.

Alors que le Pas-de-Calais se retrouve à nouveau inondé, les assureurs trouvent que décidément les catastrophes climatiques sont trop fréquentes, et leur coûtent

trop cher ; ils se plaignent aussi du coût des émeutes de l'été dernier. De nombreuses communes vont donc se retrouver sans assurance, et ne savent pas comment elles pourront assumer le coût des réparations en cas de futurs sinistres.

En ce qui concerne les particuliers, de nombreux habitants du Pas-de-Calais vont devoir à nouveau nettoyer et réparer leur logement, alors que les dégâts

de l'automne n'ont même pas encore été remboursés ni réparés, ou venaient juste de l'être. Les dégâts dans les habitations devraient être remboursés par les assurances, en revanche, les voitures qui ne sont assurées qu'au tiers ne sont pas couvertes dans le cas d'une catastrophe naturelle, comme une inondation.

Face aux effets de la crise climatique, les assureurs ont déjà prévu

d'augmenter la garantie pour catastrophe naturelle, obligatoire pour tous les contrats d'assurance dommages, qui passera de 12 à 20 % en janvier 2025. Et ils prévoient aussi des augmentations des prix des assurances habitation, qui pourraient doubler avant 2050.

Et personne ne croira que les sociétés d'assurances sont à plaindre.

**Hélène Comte**



## Prix: la baisse se fait attendre

Pour la énième fois, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, en est sûr: certains prix baisseront. Les prix de l'alimentation continuent cependant d'augmenter, y compris d'après les chiffres officiels.

L'inflation est de 7,1 % en un an et de 20 % en deux ans. Tout en promettant des baisses de prix sur certains produits à partir du 31 janvier, Le Maire a bien dû admettre qu'il n'y aurait pas de retour à la situation antérieure. Michel-Edouard Leclerc, qui prétend vouloir « *casser la gueule à l'inflation* », se contente en fait

d'espérer « *ramener l'inflation à quelque chose de raisonnable* ».

La mise en scène qui accompagne les négociations entre les capitalistes de la distribution et ceux de l'agroalimentaire fait désormais partie du paysage. Ainsi Carrefour a annoncé qu'il allait retirer des rayons les marques de Pepsico, pour

cause de hausses de prix trop importantes.

La seule chose qu'aucun des protagonistes de ces négociations n'envisage, c'est de réduire ses marges: qu'est-ce qui empêcherait, par exemple, les grandes chaînes de baisser immédiatement les prix des marques distributeurs? Isabel Schnabel, une des directrices de la BCE, a d'ailleurs elle-même admis qu'un des facteurs qui jouent le plus en faveur du maintien de l'inflation est la réticence des entreprises à répercuter les baisses de prix des matières premières. En novembre, l'association UFC – Que choisir dénonçait ainsi la hausse des bénéfices de la grande distribution sur les produits alimentaires, sans oublier que la marge brute de l'industrie agroalimentaire était passée de 28 à 48 % entre la fin 2021 et le 2<sup>e</sup> trimestre de 2023.

Plus clairement que jamais, la question des prix des produits de base se révèle liée à l'avidité de capitalistes qui défendent leurs profits bec et ongles.

Sacha Kami



## Énergie: hausses en cascade

Les derniers chiffres de l'Insee montrent que les prix poursuivent leur ascension (+ 3,7 % en un an), pour une grande part en raison des prix de l'énergie, qui ont progressé de 5,6 %.

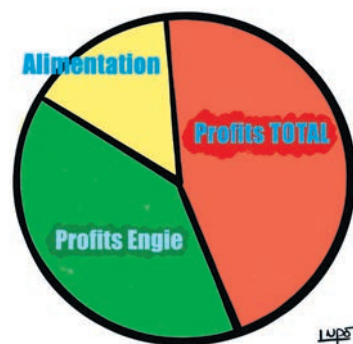
Avec la fin annoncée du « bouclier tarifaire » mis en place par le gouvernement, de nouvelles hausses sont d'ores et déjà programmées.

Les tarifs de l'électricité ont augmenté particulièrement vite au cours des derniers mois, avec 16 % de hausse sur un an et 32 % entre décembre 2020 et décembre 2023. Et ce n'est que le début: le gouvernement prévoit une nouvelle hausse de 10 % en février. Pourtant, ni les coûts de production, ni même le prix de l'électricité sur les marchés internationaux ne sont orientés à la hausse.

Aux régularisations des factures d'électricité qui continuent de tomber s'ajoutera dans un mois le relèvement de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE), ou contribution au service

public de l'électricité (CSPE).

Alors que le prix du gaz s'est envolé de 84 % entre fin 2020 et fin 2023, le gouvernement a décidé de doubler la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, en la passant de 0,84 centime par kWh à 1,64 centime à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Le Maire avait promis que cette hausse serait sans impact sur le consommateur, mais elle frappera directement ceux qui disposent d'un tarif à prix fixe, soit la moitié des abonnés. De nombreuses offres fixes étant actuellement proposées à 10 centimes le kWh, cela signifiera une hausse de 8 %. Quant aux autres abonnés, dont les contrats autorisent des prix variables, la hausse de la taxe les empêchera de bénéficier de la baisse des cours à laquelle ils pouvaient s'attendre.



De cette manière, Le Maire escompte récupérer près de 2 milliards d'euros, avant une nouvelle hausse du prix du gaz pour tous par le biais d'une augmentation du tarif de distribution annoncée pour le 1<sup>er</sup> juillet, encore non chiffrée à ce jour.

Le prétendu « bouclier tarifaire » n'a pas protégé les usagers: en rendant les hausses supportables ou moins douloureuses, il a permis aux énergéticiens d'empocher leurs profits sans provoquer trop de remous.

Maintenant, l'État se rattrape sur le dos des usagers... et les trusts de l'énergie continuent d'empocher.

S. K.



A. S. MAXPPP

## Lactalis: les éleveurs pressurés

Les 120 000 éleveurs qui, dans le pays, livrent leur lait à Lactalis, groupe qui commercialise les marques Lactel, Président, Bridel, etc., se voient refuser l'augmentation de 7 % de leur prix de vente, correspondant à la hausse de leurs coûts de production.

Le prix payé aux producteurs par Lactalis est de 43,5 centimes d'euros le litre de lait, un montant jugé insuffisant pour couvrir ces coûts et leur permettre de se payer l'équivalent d'un salaire. Lactalis met en avant une augmentation de 23,8 % sur les trois années précédentes, et la société avait dû en effet s'y résoudre pour conforter ses sources d'approvisionnement menacées par la disparition des exploitations les moins solides, qui vendaient à perte depuis des années. De plus, d'autres exploitants avaient vendu une part de leur cheptel pour passer de l'élevage à la culture de céréales, dont le prix flambait.

Aujourd'hui, la pression sur les éleveurs reprend, d'autant plus que Lactalis commence à s'alarmer de la baisse de la consommation

des produits laitiers liée aux pertes de pouvoir d'achat d'une grande partie de la population. « *L'évolution du prix du lait doit être juste, pour que les produits laitiers restent accessibles aux consommateurs, notamment les plus modestes, et que les ventes repartent à la hausse* », affirme un communiqué de Lactalis. Ce n'est évidemment pas par philanthropie que le premier transformateur laitier au monde, avec 266 usines dans 51 pays, s'intéresse aux consommateurs qui n'ont plus les moyens d'acheter ses produits.

Pour maintenir des prix accessibles, il y aurait une autre solution: diminuer les profits de la famille Besnier, sixième fortune de France et unique propriétaire de Lactalis.

Jean Sanday



## Nos lecteurs écrivent Les idées de Papon sont toujours là!

Enseignant, je décide d'expliquer à mes élèves de quatrième la signification du nom de la rue où nous sommes en banlieue parisienne: « 17 Octobre 1961 ». Durant mon petit exposé sur cette journée qui a vu la répression sanglante des Algériens par la police du préfet Papon, je m'aperçois qu'un passant s'est approché et m'a écouté. Il m'interrompt brutalement: « *Vous ne pensez pas qu'ils sont trop jeunes pour entendre*

*parler de ça? Ce n'est pas avec ce genre de discours qu'on va leur faire aimer la France.* »

Voilà sans doute comment les idées de « préférence nationale » conduisent à aborder l'histoire de la France coloniale. La réponse a été donnée par les jeunes: « *Mais, Monsieur, il n'y a pas d'âge pour apprendre l'Histoire...* »

M. Q.,  
Seine-Saint-Denis



## France travail : nouveau rabatteur du patronat

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, Pôle emploi est remplacé par France travail. Mais il ne s'agit pas que d'un changement de nom.

En plus de gérer les demandeurs d'emploi, le nouvel organisme va aussi être en charge des demandeurs du RSA, ainsi que des travailleurs handicapés, et même des plus jeunes, qui dépendaient jusqu'à présent des missions locales.

Avec les mesures antiouvrières votées récemment, France travail va pouvoir mener la vie dure à tout ce monde. À partir de 2025, les demandeurs du RSA devront justifier d'au moins 15 heures d'activité par semaine, sous peine d'être radiés. Les travailleurs en CDD ou en intérim,

lorsqu'ils arriveront en fin de mission, seront menacés de perdre leurs indemnités chômage si, deux fois dans l'année, ils refusent une offre d'emploi en CDI. Et d'ici peu, Le Maire réussira peut-être à réduire la

durée d'indemnisation des chômeurs les plus âgés.

En accentuant la pression contre tous ces travailleurs, l'objectif du gouvernement est de les obliger à accepter les conditions de salaire et d'embauche que le grand patronat cherche en permanence à tirer vers le bas. Et pour ce faire, il est dans l'intérêt de celui-ci

qu'à chaque offre d'emploi il n'y ait pas un ou deux candidats qui se présentent, mais dix ou plus. Le job de France travail sera de rabattre vers lui tous les bras disponibles.

Cet organisme n'est pas fait pour donner du travail à tous, mais pour que les millions de chômeurs et d'allocataires du RSA soient au maximum mis en

concurrence entre eux. En même temps et en conséquence, son action fera pression sur tous les autres travailleurs, même ceux en CDI. Dans cette période de crise économique qui s'aggrave, les capitalistes ont besoin de faire accepter une série de reculs aux travailleurs : France travail y veillera !

Pierre Royan



## Alimentation : les privés du contrôle

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'État peut déléguer à des sociétés privées des contrôles de sécurité alimentaire, dans les grandes surfaces et autres commerces ainsi que dans la restauration.



C'est tout ce que le gouvernement a trouvé pour pallier la baisse des effectifs dans les services assurant ce contrôle de l'État, qui ne permettent, par exemple dans la restauration, qu'une visite tous les quinze ans. Dans la région Rhône-Alpes, l'organisme de certification Veritas a été sélectionné pour les inspections, ainsi que pour le contrôle des retraits et des rappels lors d'une alerte sanitaire. Ailleurs, les cabinets d'audit Qualiconsult, Apave ou le laboratoire Eurofins sont sur les rangs. L'association Que Choisir souligne que, du fait des liens économiques de ces entreprises avec le secteur qu'elles sont censées contrôler, les consommateurs seront encore moins protégés.

Jusqu'à ces dernières années, des services des ministères de l'Économie et de l'Agriculture se partageaient les contrôles, ce qui, il est vrai, n'avait pas empêché les scandales des pizzas Buitoni de Nestlé, des chocolats Kinder, des laits infantiles de Lactalis. C'est d'ailleurs au nom d'un nécessaire renforcement de la sécurité alimentaire que des réformes ont été annoncées par le gouvernement.

Désormais, le ministère de l'Agriculture chapeaute seul les contrôles, depuis la production et la transformation des aliments jusqu'au consommateur. Or, le syndicat Solidaires a souligné les liens privilégiés entre ce ministère et les lobbies de l'agroalimentaire, tandis que les structures de contrôle censées constituer des garde-fous face aux industriels fraudeurs ont été supprimées. Et, alors que mille emplois avaient été supprimés en dix ans dans le service de contrôle du ministère de l'Économie et que ces suppressions représentaient 11 % des effectifs dans celui du ministère de l'Agriculture, il n'est prévu que 190 postes de contrôleurs en plus, et leur recrutement tarde à venir. En revanche, 32 millions d'euros destinés à confier une partie des tâches au secteur privé ont été débloqués.

Une telle somme aurait pu permettre d'embaucher directement 500 personnes, font remarquer les syndicats. Mais faire des cadeaux à des officines privées est manifestement plus important que de garantir la sécurité alimentaire.

Jean Sanday

## Violences policières : encore un mort

Mercredi 3 janvier, à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, un homme est mort aux mains de la police. Un de plus peut-on dire.

La victime était, d'après des témoins, certes agitée et violente, mais désarmée. Les policiers se sont mis à dix-huit pour l'arrêter, lui infligeant douze décharges de taser, le pistolet électrique théoriquement inoffensif. L'arrêt cardiaque a été quasi immédiat, suivi du décès. Les défenseurs habituels de la police, quoi qu'elle fasse, trouveront certainement des explications. La mère de la victime, qui était présente sur les lieux pour tenter de raisonner son fils, n'a plus que ses yeux pour pleurer.

Mardi 9 s'ouvrait le procès des policiers qui avaient passé à tabac en 2017 Théodore Luhaka, à

Aulnay-sous-Bois, dans le même département. Un policier a, involontairement dit-il, définitivement mutilé la victime en lui déchirant l'anus avec sa matraque. Théodore avait simplement tenté de s'interposer lors d'un contrôle de police musclé touchant des jeunes de son quartier.

Ce procès, comme l'enquête demandée après l'intervention de Montfermeil, comme tant d'autres procédures suivant des exactions policières, se terminera peut-être par la condamnation aussi symbolique que légère d'un policier. On parlera alors de bavure, d'erreur individuelle, voire de faute professionnelle. Mais

la répétition fait système : des jeunes des quartiers populaires sont victimes de violences policières, désignés d'avance par la couleur de leur peau, leur tenue vestimentaire, leur lieu de résidence ou le simple fait de passer par là. Ils le sont d'autant plus que le racisme généralisé et la chasse aux migrants sont encouragés par le gouvernement, la droite, l'extrême droite et le chœur médiatique. Tout cela s'ajoute au mépris des policiers pour les couches populaires, aussi traditionnel et fonctionnel que leur révérence pour les nantis, sans oublier les ajustements des règlements qui leur donnent de plus en plus de pouvoirs.

Le rôle de la police, quoi qu'en pense chaque policier individuellement et quoi qu'en disent les ministres et les manuels d'instruction civique, est de défendre l'ordre social, à coups de matraque s'il le faut, de fusil lorsque c'est nécessaire. Pour s'assurer de sa fidélité, en prévision d'un sale boulot qui peut devenir plus sale encore avec les tensions sociales grandissantes, l'État lui garantit une quasi-impunité. Quant à la sécurité des habitants des quartiers populaires, prétexte habituel aux descentes policières et aux déclarations ministérielles, qui s'en soucie ?

Paul Galois



L'interpellation de Théo en 2017.



## Moyen-Orient: **Blinken, pompier pyromane**

Pour la quatrième fois depuis le 7 octobre, Anthony Blinken, secrétaire d'État américain, a fait une tournée dans les capitales du Moyen-Orient. En prétendant vouloir éviter une escalade guerrière, le représentant de l'impérialisme dominant agit comme un pompier pyromane.



Blinken et le dirigeant de l'Arabie saoudite le 8 janvier.

En déclarant, depuis le Qatar, que « la guerre de Gaza pourrait se métastaser, causant encore plus de souffrances » et qu'il voulait « empêcher le conflit de se propager », Blinken fait preuve d'un cynisme sans borne. Sans le soutien inconditionnel des États-Unis,

sans les livraisons permanentes d'armes et de munitions, l'armée israélienne aurait dû stopper depuis des semaines son offensive contre Gaza.

Si les dirigeants américains demandent à Netanyahu et aux généraux israéliens « d'épargner les

civils » à Gaza et de « privilégier la diplomatie » avec le Hezbollah libanais pour éviter un nouveau front au nord d'Israël, ils ne font absolument rien pour le leur imposer. En effet, ils ont plus que jamais besoin de leur principal gendarme dans cette région qu'ils ont transformée en poudrière.

Le Moyen-Orient est l'une des parties du monde où les contradictions de la politique des dirigeants impérialistes sont les plus flagrantes et les plus criminelles. D'un côté, ils ont besoin de la paix pour assurer le trafic commercial sur cette artère vitale qu'est la mer Rouge et pour garantir l'accès de leurs compagnies au pétrole et au gaz dont la région regorge. De l'autre côté, pour assurer coûte que coûte leur domination sur le Moyen-Orient, ils n'ont cessé de dresser un peuple contre un autre – à commencer par les Juifs contre les Palestiniens –,

de tracer des frontières artificielles, de mettre en place des régimes dévoués, ou au contraire d'abattre ou d'ostraciser les régimes jugés trop peu dociles. Ces grandes manœuvres américaines, succédant à celles des Britanniques et des Français, ont semé partout des bombes à retardement qui menacent aujourd'hui d'exploser toutes ensemble.

Les puissances occidentales ont une responsabilité directe dans les guerres qui ont successivement ravagé, fractionné, appauvri le Liban, l'Irak, la Syrie, le Yémen et dans les tensions sans cesse entretenues avec l'Iran. Elles ont répandu les « métastases » qui inquiètent aujourd'hui Blinken.

Ces métastases sont le résultat du cancer du capitalisme cherchant à dominer par tous les moyens les marchés et les sources de matières premières. Depuis un siècle, les « traitements » successifs infligés aux peuples

du Moyen-Orient pour assurer cette domination ont engendré le chaos actuel.

Aujourd'hui Blinken fait mine de chercher une solution politique pour Gaza et la Cisjordanie. Il cherche à négocier avec les dirigeants arabes, avec les organisations palestiniennes, y compris le Hamas ou ses parrains, et il exhorte en public les dirigeants israéliens à accepter une solution à deux États. Mais que peut signifier un État palestinien quand Gaza est un champ de ruines, un mouiroir et un cimetière, tandis que la Cisjordanie est plus que jamais colonisée par les Israéliens ?

Quelle que soit la solution qui sortira de ces tractations, menées sous l'égide de l'impérialisme et desquelles la population palestinienne est totalement exclue, elle ne pourra être qu'une nouvelle bombe à retardement.

**Xavier Lachau**

## Gaza : un conflit sans fin

L'extrême droite israélienne voit dans la guerre à Gaza une occasion de pousser plus avant la réalisation de son programme d'expulsion des Palestiniens de leurs terres.

Le dirigeant du Parti sioniste religieux, Bezael Smotrich, ministre des Finances, a avancé un objectif chiffré : « 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza », ce qui supposerait d'expulser plus de deux millions de Palestiniens. Il est aussi partisan d'y réimplanter des colonies juives.

Yoav Gallant, ministre de la Défense, a pris le contre-pied : « Il n'y aura pas de présence civile israélienne dans la bande de Gaza une fois que les objectifs de la guerre auront été atteints ». Resté très flou sur les « acteurs palestiniens »

qui pourraient administrer la bande de Gaza et y assurer la sécurité, « à condition qu'ils ne soient pas hostiles à Israël et n'agissent pas contre lui », il n'a pas fait référence à l'Autorité palestinienne, ni au Fatah, le parti de son président, Mahmoud Abbas, contrairement à ce que souhaitent les États-Unis, qui parlent d'une Autorité palestinienne « renouvelée » pour diriger la bande de Gaza. Selon ce plan, l'armée israélienne se réserverait le droit d'intervenir à Gaza, ce qu'elle n'a jamais cessé de faire depuis qu'elle



Après un bombardement à Deir al-Balah le 5 janvier.

s'est retirée de ce territoire en 2005.

Gallant a également évoqué une « force internationale », dirigée par les États-Unis avec l'aide d'États européens et arabes, qui se chargerait de coordonner l'aide humanitaire et de

financer et organiser la reconstruction, à laquelle Israël ne compte prendre aucune part.

Le plan Gallant n'a pas été approuvé par le gouvernement israélien, qui est divisé et subit la pression de ses ministres d'extrême droite.

Pour l'instant, le seul plan du gouvernement israélien est l'écrasement de la population gazaouie sous les bombes.

En trois mois, il y a eu plus de 22 000 morts, 7 000 disparus. L'eau, la nourriture, l'électricité, les médicaments manquent, les hôpitaux ne fonctionnent pratiquement plus. À Rafah, tout au sud de l'enclave, 500 000 personnes déplacées vivent dans la rue, sur les routes, exposées au froid, à la pluie, à la boue. Les épidémies et la famine menacent.

Les discussions qui se mènent au sommet de l'État israélien montrent que ses dirigeants n'ont rien d'autre à proposer que la perpétuation de l'oppression des Palestiniens et des guerres qu'elle engendre.

**Hélène Comte**

## Des Israéliens contre la guerre

Mardi 2 janvier, Tal Mitnick, un jeune Israélien de 18 ans, est entré en prison pour avoir refusé, en pleine offensive dans la bande de Gaza, son incorporation dans l'armée afin d'effectuer son service militaire.

Dans une lettre ouverte, il explique ne pas pouvoir accepter la politique

d'apartheid et de colonisation imposée par l'État israélien à Gaza et en Cisjordanie et s'opposer à la violence déchaînée contre les civils palestiniens, en majorité des femmes et des enfants. Il dénonce une guerre qui n'apportera pas davantage de sécurité à la population israélienne et permet au gouvernement Netanyahu

de faire taire les critiques contre sa politique.

Une jeune fille de 18 ans, Sofia Orr, a annoncé également qu'elle refuserait son incorporation, qui devrait avoir lieu dans quelques semaines.

Ces jeunes, qui s'exposent courageusement à la prison, perpétuent un mouvement existant en fait

depuis la fondation de l'État d'Israël : celui des Israéliens qui refusent d'assumer la politique de leur gouvernement contre le peuple palestinien. Et, même si ces gestes de refus sont très mineurs, ils ont le mérite de prouver qu'en Israël tous ne s'alignent pas derrière la politique de Netanyahu.

**C. P.**



# Liban-Israël : une escalade dangereuse

Le 2 janvier, un drone israélien a tué le numéro deux du Hamas, Saleh Al-Arouri, en le visant dans un quartier de Beyrouth. Le chef du Hezbollah libanais, dont c'est un des fiefs, a assuré que cette attaque ne resterait pas sans riposte ou impunie, sans que cela arrête les actions israéliennes.

Ainsi, lundi 8 janvier, un haut responsable militaire du Hezbollah était à son tour tué par une frappe israélienne. Les deux exécutions, s'ajoutant aux bombardements qui s'intensifient au Sud-Liban, semblent annoncer une extension de la guerre.

Du côté des dirigeants israéliens, ces assassinats au Liban visent à masquer leur échec à éliminer les chefs militaires du Hamas à Gaza, malgré tous les moyens mis en œuvre et le massacre de la population palestinienne. Mais ils veulent aussi profiter de la guerre à Gaza et de l'impunité dont ils jouissent pour contraindre le Hezbollah à évacuer la zone frontière du Sud-Liban qui va du fleuve Litani à la frontière entre les deux pays. Celle-ci est une frontière de fait, encore contestée, la « ligne bleue ».

Israël, qui ne respecte aucune résolution de l'ONU

concernant les droits des Palestiniens, n'en exige pas moins que soit appliquée la résolution 1701, qui a mis fin à la guerre de 2006 entre Israël et le Liban en visant à établir une zone démilitarisée. Malgré tout, le Hezbollah est toujours présent dans cette zone et y tient à distance les forces israéliennes. Les dirigeants israéliens voudraient donc bien infliger un recul à ces combattants qui avaient alors réussi à tenir en échec leur armée, pourtant considérée comme la plus puissante du Moyen-Orient.

Du côté du Hezbollah, jusqu'à présent ses tirs de roquettes sur le nord d'Israël en soutien au Hamas sont restés bien mesurés, ses dirigeants préférant éviter une véritable guerre. Même s'il se présente comme un des piliers de la résistance à Israël, pour lui comme pour



Des artilleurs israéliens visent le Liban depuis la frontière le 4 janvier.

son allié iranien, la cause palestinienne n'est nullement une priorité. La défense de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie libanaise, dont il est désormais un des partis de gouvernement, peut passer par les échanges indirects et les compromis avec l'État israélien.

Ainsi, en 2022, Israël et le gouvernement libanais, au sein duquel le Hezbollah prédomine, ont passé un compromis concernant l'exploitation par Total d'un champ gazier en Méditerranée. L'accès à ce gaz est une priorité pour le Hezbollah, qui gère un pays en plein chaos économique. Quant à la population libanaise, qui subit durement les effets d'une crise dévastatrice, elle ne souhaite pas une

nouvelle guerre avec Israël, alors même que le pays ne s'est jamais vraiment relevé des destructions provoquées par celle de 2006. L'affrontement limité qui touche le sud du Liban depuis le 8 octobre a quand même entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes, et la mort d'une quinzaine de civils et de 137 membres du Hezbollah. Des infrastructures, de vastes étendues de terres agricoles ainsi que des habitations ont été détruites, et la population vit dans la crainte.

Le Hezbollah ne cherche donc pas une escalade, qui d'ailleurs provoquerait une réaction immédiate des forces armées américaines, mais le retrait de ses

combattants de cette zone pourrait ternir son image d'organisation combattante. Et, si un officier de l'armée israélienne chargé de la zone de combat au nord d'Israël reconnaissait que chacun des protagonistes avait intérêt à ne pas aller trop loin, cela n'arrête pas les provocations qui font que cette « ligne rouge » recule chaque jour davantage.

Le Hezbollah est ainsi mis dans une situation qui, d'une façon ou d'une autre l'oblige à réagir. Quand le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, en tournée dans la région, dit vouloir éviter qu'un second front s'ouvre au Liban, c'est le Hezbollah qu'il veut avertir de ne pas le faire.

**Leïla Wahda**

## L'aide alibi de la France

Dans la nuit du 5 janvier, Macron s'est réjoui sur X (ex-Twitter) du largage de sept tonnes d'aides humanitaires pour un hôpital du sud de Gaza.

L'opération aéroportée de l'armée française, menée conjointement avec un appareil et un équipage jordaniens, a été présentée en France comme un quasi-exploit. Les sept tonnes de matériel médical parachutées s'ajoutent aux 700 tonnes d'aides

promises par la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, mi-décembre à Beyrouth, alors que 200 tonnes ont, paraît-il, été déjà convoyés dans l'enclave. Vis-à-vis de l'opinion publique en France le gouvernement veut apparaître en champion de l'aide humanitaire pour la population de Gaza.

Après avoir affiché un soutien inconditionnel à Netanyahu en octobre, Macron, dirigeant d'une puissance

impérialiste de seconde zone qui ne pèse quasiment d'aucun poids au Moyen-Orient, a pris quelque distance en demandant un cessez-le-feu, sans pour autant rompre les relations diplomatiques et encore moins économiques avec Israël. La dérisoire aide humanitaire actuelle ne fera pas oublier le soutien apporté à l'État israélien et aux massacres perpétrés à Gaza.

**Boris Savin**

## Les aveux d'un général

« Je pense qu'il faut clairement s'inquiéter de la possibilité d'une extension de la guerre », a déclaré le 5 janvier le général en retraite David Petraeus, ancien directeur de la CIA et ancien commandant des forces armées de la coalition dirigée par les États-Unis en Irak et en Afghanistan, lors d'un interview à DW News.

« Il suffit de parcourir la région, l'Irak, l'Iran, le Yémen entre autres, pour s'en convaincre », a ajouté Petraeus. Éradiquer le Hamas, il doute que cela soit possible, car il faudrait non seulement tout « nettoyer » à Gaza, mais aussi avoir ensuite les moyens de l'administrer. « Le problème n'est pas seulement de détruire, a-t-il dit, il faut ne pas favoriser une nouvelle génération qui pourrait être attirée par l'idéologie du Hamas. » C'est pourtant

précisément ce que l'impérialisme américain a fait alors que Petraeus était aux commandes.

Au bout de vingt années de guerre et de destructions en Afghanistan, les États-Unis ont dû plier bagage laissant un pays exsangue aux mains des talibans qu'ils avaient prétendu combattre. La guerre contre l'Irak en 2003 eut des effets tout aussi catastrophiques pour la population. Les neuf années de guerre et d'occupation, de prétendue lutte contre le « terrorisme d'Al-Qaïda », ont fait surgir une milice telle que celle de l'organisation État islamique.

C'est en menant de telles guerres que l'impérialisme perpétue sa domination, répandant chaos et dévastation.

**Aline Retesse**





# Russie-Ukraine : une guerre qu'ils mènent contre leur peuple

**Le bombardement par l'armée ukrainienne de la grande ville russe frontalière de Belgorod à l'avant-veille du Nouvel An a été présenté par les médias occidentaux comme une nouveauté.**

En fait, des missiles ukrainiens prenaient déjà cette ville pour cible depuis des mois. Mais c'était la première fois qu'en ciblant son centre ils faisaient autant de victimes civiles : 25 morts, dont des enfants, et une centaine de blessés.

Les autorités de Kiev ne pouvaient avouer que, en frappant un tel coup, elles voulaient faire oublier l'insuccès de leur contre-offensive qui a échoué à reprendre les 22 % du territoire que tient l'armée du Kremlin. Alors, elles ont présenté cela comme une réplique aux bombardements russes sur l'Ukraine, les deux camps s'accusant mutuellement, depuis bientôt deux ans, de mener une politique de terreur.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> janvier, lorsqu'il a adressé ses vœux à la nation depuis un hôpital militaire, Poutine a prétendu : « Nous frappons avec des

*armes de précision les lieux de prise de décision, là où se rassemblent les soldats et les mercenaires, d'autres lieux de ce type, des installations militaires avant tout.* » Comme si les innombrables barres de HLM effondrées, calcinées, dont on voit les images depuis des mois, de Kiev à Kharkiv, de Kerson, prise et reprise, à Donetsk, chef-lieu du Donbass pro-russe, n'apportaient pas la preuve effroyable et à grande échelle que dirigeants et généraux de chaque camp n'ont que faire de la population d'en face ! Il faut souligner que peu leur importe aussi le sort de leur propre population, ne serait-ce que parce que les coups portés à la partie adverse entraînent chaque fois des représailles, dans une escalade de l'horreur.

Poutine l'a rappelé le 1<sup>er</sup> janvier : il a promis l'intensification des frappes

dites ciblées de son armée. Il a prétendu dans la même phrase « *Nous n'avons pas l'Ukraine pour ennemie* », mais on voit bien qui les classes populaires ukrainiennes, comme leurs sœurs de Russie, ont pour ennemis. Ce sont la bureaucratie russe, dont Poutine est le chef, et les couches privilégiées ukrainiennes ralliées au camp impérialiste, dont Zelensky est l'actuel représentant.

Côté russe, cela se manifeste par le prélèvement incessant d'hommes envoyés à l'abattoir, par la répression de tous ceux qui refusent ou critiquent la guerre de Poutine. Cela a aussi pour conséquences des ponctions colossales sur les budgets sociaux, donc sur le niveau de vie des travailleurs, le gel des salaires et des pensions alors que l'inflation fait rage, le Kremlin faisant sa priorité du budget militaire et de la production guerrière.

En Ukraine, le gouvernement a décidé lui aussi de renforcer le complexe



Missile ukrainien à Belgorod le 30 décembre.

militaro-industriel et la production d'armements, qui a triplé en 2023 et devrait sextupler en 2024. En même temps il intensifie la mobilisation, car il faut à l'état-major 500 000 nouvelles recrues. D'où une chasse aux réfractaires renforcée, qui a provoqué des échauffourées dans les rues de Kharkiv, Odessa, Tchernivtsy. Les récalcitrants qui se font prendre sont tabassés, voire torturés, comme à Ternopol où cela a été filmé et où la justice a dû ouvrir une enquête.

La Rada (le Parlement), discute d'exonérer de la conscription certaines catégories de mobilisables, dont les 300 000 salariés du complexe militaro-industriel. Elle envisage aussi d'en dispenser les hommes payant

un niveau élevé d'impôt... donc liés aux mêmes milieux d'affaires que les députés et ministres !

Le conducteur de tram qui touche l'équivalent de 300 euros n'aura pas cette chance. En revanche, comme les autres travailleurs, il fera aussi les frais des diktats des tuteurs occidentaux de l'Ukraine. Le FMI a retoqué le budget 2024 du gouvernement ukrainien, exigeant qu'il trouve près d'un milliard d'euros de recettes en plus. Cela veut dire les soustraire au peu qui reste de dépenses utiles à la population, car il n'est pas question de toucher aux 6 milliards qui vont cette année à la production et à la réparation d'armements, donc surtout à de grands groupes occidentaux.

**Pierre Laffitte**

## Grèce : "l'or liquide" alimente l'inflation

**Le prix du litre d'huile d'olive, produit essentiel à toute la cuisine méditerranéenne, atteint des sommets dans les magasins grecs : de 12 euros à l'automne 2023 il est sans doute en route vers les 15 ou 16 euros.**

Pourtant la récolte d'olives en 2022-2023 a été plus abondante que la saison précédente.

Les aléas climatiques n'ont pas encore sérieusement touché la récolte d'olives en Grèce comme en Italie et surtout en Espagne, qui a perdu la moitié de sa production habituelle. Mais comme la demande d'huile est encore croissante au niveau mondial et dépasse largement l'offre, les prix flambent partout.

En Grèce, le doublement du prix de ce produit de base indispensable est un coup supplémentaire pour la population. Tous les prix alimentaires sont en hausse : viande,

produits laitiers, et même les fruits et légumes de saison qui en cumulant les hausses sur l'année ont augmenté de plus de 50%. Selon une enquête de la confédération syndicale GSEE, neuf travailleurs sur dix sont obligés de diminuer leurs achats de produits alimentaires de base.

Et pour l'avenir, les spéculateurs, qui tablent sur la diminution prévisible de 50% de la récolte grecque pour la saison 2023-2024, constituent leurs stocks.

La récolte est locale, le marché est mondial et les profiteurs aussi.

**Sylvie Maréchal**

## Armateurs : profiteurs de guerre

**L'armateur CMA-CGM, troisième mondial dans le transport de conteneurs, a annoncé le doublement de ses tarifs entre l'Asie et l'Europe à partir du 15 janvier.**

Tous les transporteurs ont la même politique d'augmentation de leurs tarifs. Ils invoquent le surcoût engendré par la nécessité d'éviter le canal de Suez suite aux attaques des Houtis yéménites en mer Rouge, et donc de contourner l'Afrique pour rallier l'Europe. Cela rajoute une dizaine de jours de trajet et augmente significativement les dépenses. Si les armateurs évoquent ce surcoût pour justifier la hausse de leurs tarifs, ils se gardent bien de dire qu'il est compensé largement, et parfois en totalité, par l'économie du péage du canal de Suez.

Après la crise du Covid, les armateurs avaient profité du redémarrage du commerce mondial pour augmenter très fortement leurs tarifs. Rodolphe Saadé, PDG et propriétaire de la CMA-CGM, avait alors

vu sa fortune personnelle passer de 6 à 36 milliards d'euros en un an. C'est ce genre d'opérations que les quelques armateurs géants qui se partagent le transport maritime aimeraient

rééditer.

Pour eux, les crises et les guerres sont autant de possibilités d'arrondir leur pactole en rackettant toute la société sans se soucier des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'économie, en particulier pour les classes populaires confrontées aux hausses de prix.

**Lucas Pizet**





## Chine : de la crise immobilière à la crise financière



**Vendredi 5 janvier, Zhongzhi, le plus grand fonds privé chinois, a été mis en faillite après qu'un tribunal de Pékin a établi qu'il « n'avait évidemment pas la capacité de rembourser ses dettes ».**

Zhongzhi est l'un des principaux gestionnaires de patrimoine chinois, ces fonds à qui les riches et les entreprises confient leur fortune pour qu'ils la fassent fructifier. Ils font partie de la finance dite de l'ombre, celle qui intervient dans l'économie sans appartenir aux circuits bancaires traditionnels. Leur importance s'est considérablement développée en Chine avec la spéculation immobilière des années 2010, dans laquelle ils ont massivement investi l'argent de leurs clients. Mais, depuis 2021, la crise immobilière ne cesse de s'étendre, alors que jusqu'à cette date les promoteurs et les gouvernements locaux qui investissaient dans l'immobilier via ces fonds finançaient les anciens projets avec l'argent des nouveaux.

Tout cela a fonctionné tant que le marché était en expansion et que les prix montaient. Mais avec la pandémie et le resserrement de

la législation face à la peur d'un éclatement de la bulle spéculative immobilière, le marché s'est retourné. Les plus grands des promoteurs immobiliers ont plongé et nombre de chantiers sont arrêtés, laissant en plan bien des Chinois qui avaient investi leurs économies dans l'acquisition d'un appartement et condamnant au chômage des millions de travailleurs. 60 % des chantiers lancés depuis 2013 n'ont pas été livrés et les lancements de nouveaux chantiers ont été divisés par plus de deux.

La faillite de Zhongzhi montre que la crise immobilière se propage à la finance. Dès juillet, une de ses filiales, à court d'argent, a été incapable de payer ce qu'elle devait à ses clients. Fin novembre, la maison mère Zhongzhi, qui gère l'équivalent de 128 milliards d'euros de patrimoine, s'est déclarée « gravement insolvable » en raison de 60 milliards de dettes. Vendredi 5 janvier,

elle a déclaré qu'elle n'avait « manifestement » pas la capacité de rembourser ces dettes, promettant de sérieuses pertes à ses clients et provoquant selon les mots du journal *Les Échos* « l'une des plus grandes faillites de l'histoire » de la Chine.

La crise de liquidités chez Zhongzhi existait en fait depuis plusieurs années mais, suivant les mêmes pratiques que les promoteurs immobiliers, ses filiales avaient pu la couvrir en utilisant l'argent des nouveaux clients pour payer les remboursements dus aux anciens. Mais le ralentissement de l'économie chinoise et le plongeon de l'immobilier rendent de telles manipulations financières de plus en plus difficiles.

Comme régulièrement dès qu'une entreprise chute et qu'un scandale menace d'éclater, l'État chinois a ouvert une enquête criminelle sur l'activité de Zhongzhi et a pris des mesures coercitives contre ses dirigeants. Il intervient aussi sur le terrain financier, via ses nombreuses entreprises et banques d'État. Elles forment l'ossature de l'économie chinoise et se chargent d'éponger pour le compte des capitalistes locaux et étrangers les dégâts de l'économie de marché, en y injectant des milliards. Jusqu'à quand arriveront-elles à éviter la complète déroute ? La dette chinoise qui enflamme montre que leurs possibilités ne sont pas infinies.

**Serge Benham**

## États-Unis : licenciements dans l'automobile

Les trois grands constructeurs automobiles des États-Unis ont annoncé des licenciements dans plusieurs usines du Michigan et de l'Ohio : 1 300 chez General Motors, plusieurs centaines chez Stellantis et chez Ford.

De nombreux salariés ont pris cela comme une gifle : il y a quelques mois, lors de la renégociation des contrats entre leur entreprise et le syndicat de l'automobile

UAW, ils avaient largement voté pour la grève. Après plusieurs semaines où seulement une partie des usines ont effectivement été mobilisées, l'UAW a signé avec les constructeurs des accords comprenant des hausses de salaire, accords ratifiés par une majorité de salariés. L'annonce des licenciements par ces entreprises apparaît comme leur réponse.

La direction de l'UAW ne propose nullement

d'engager la lutte contre ces licenciements, elle ne les dénonce même pas, comme le souligne le journal trotskyste *The Spark* dans sa dernière édition (1<sup>er</sup> janvier). Face à des multinationales de l'automobile qui suppriment des milliers d'emplois depuis des années, il faut imposer, là-bas comme ici, le partage du travail entre tous sans perte de salaire !

**M. B.**

## Union européenne : des barbelés toujours plus hauts

Les dirigeants de l'Union européenne se sont réjouis d'une grande victoire diplomatique mercredi 20 décembre : le vote d'un nouveau pacte sur l'asile et les migrations. En réalité, il s'agit d'un nouveau durcissement des règles d'accueil des travailleurs migrants.

Une bonne partie de l'accord consiste en dispositions déjà prévues mais inappliquées, comme la répartition obligatoire des migrants entre les différents pays européens. Les États qui refusent de souscrire à cette répartition pourront verser à la place une contribution financière.

Mais, surtout, le texte prévoit d'expulser encore plus rapidement les migrants qui viendraient d'un pays pour lequel le statut de réfugié est rarement accepté. 30 000 places supplémentaires seraient construites dans des centres de rétention à proximité des aéroports ou des frontières. Elles pourraient permettre de détenir jusqu'à 120 000 migrants, y compris, ce qui était interdit jusque-là, des familles avec de jeunes enfants, et les délais de rétention pourraient être allongés.

L'UE prévoit un système pour veiller au bon respect des droits humains dans ces centres... C'est le comble du cynisme, puisque le durcissement de tous les critères



aboutira à rendre toujours plus dangereuses les routes migratoires et à multiplier le nombre de morts. Amnesty International, Oxfam, Save the children et d'autres ONG dénoncent cette politique criminelle, qui remet en cause les quelques droits, déjà bien restreints, dont pouvaient parfois bénéficier les migrants, alors que ceux qui fuient la misère et la guerre sont de plus en plus nombreux, à mesure que l'impérialisme pourrit sur pied.

**Camille Paglieri**

### Lisez *Lutte de classe*,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 236 (décembre 2023 – janvier 2024) :

*Le 53<sup>e</sup> Congrès de Lutte ouvrière : textes et discussions*

- Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite !
- Russie, Ukraine et Europe de l'Est
- L'Afrique dans les rivalités impérialistes
- Les États-Unis en 2023

- Situation intérieure
- Motion sur les élections européennes
- Discussion sur les textes d'orientation
- Interventions des groupes invités

*L'extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas*

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.





## Mayotte : eau rare et plombée

À Mayotte, la crise aiguë de l'eau s'est traduite depuis septembre par des « tours d'eau » : durant des semaines, l'alimentation était coupée selon les zones deux jours sur trois. Et le jour où l'eau coulait, la population avait pour consigne de l'ARS de la faire bouillir pour ne pas tomber malade.

Voilà que le 6 décembre, les tests ayant détecté la présence de métaux lourds dans l'eau, le préfet communiquait qu'elle était non potable et ne pouvait « en aucun cas être consommée pour les usages suivants : boisson, préparations alimentaires et hygiène bucco-dentaire. Compte tenu de la nature des paramètres détectés, ni l'ébullition, ni l'ajout de chlore ne rendent l'eau potable. » Un mois après, les résultats mettent en évidence la présence de plomb venant des robinets utilisés à Mayotte, de manière individuelle ou collective. La nouvelle consigne venant de la SMAE (Société mahoraise des eaux) est de laisser « simplement couler l'eau 10 secondes par précaution ».

Cette succession d'épisodes plus aberrants les uns que les autres ne fait qu'augmenter l'exaspération de la population. À cause de sa dangerosité pour la santé, en particulier des graves troubles neurologiques pour les enfants, l'utilisation des canalisations a été interdite dès 1990. Les travaux de remplacement de l'existant dans le domaine public devaient avoir abouti avant fin 2013. À Mayotte on en est loin !

C'est contre cette irresponsabilité dans la gestion de l'eau que différentes plaintes ont été déposées par des habitants. La dernière en date, contre le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) et son délégataire, une filiale de

Vinci, les accuse de les exposer à un risque immédiat de mort ou de blessures. Les plaignants indiquent notamment « ne pas pouvoir se laver de manière satisfaisante ou souffrir de maladies gastriques et de conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine ». Ils espèrent « la fin de l'impunité des personnes qui n'ont pas, depuis des années, fait leur travail en connaissance de cause ».

Il est possible que des fusibles sautent, comme moyen de masquer le système de recherche du profit d'entreprises telles que Vinci, couvertes par l'incurie des responsables gouvernementaux. Mais, pour sauvegarder la santé publique et les conditions de vie à Mayotte, la population n'a pas grand-chose à attendre des décisions des tribunaux et des autorités. C'est bien la gestion de toute la société qu'elle doit prendre en main.

**Charlotte Dauphin**



OUTRE-MER/LA 1ÈRE

## Les smicards mahorais discriminés

À Mayotte les travailleurs ont droit à une dose de mépris bien colonial. En effet le gouvernement a décidé d'y maintenir le smic net à 1 067 euros, plus de 300 euros en dessous du smic national.

Concernant le smic national, le gouvernement a décidé qu'il n'augmentera que de 1,13 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cela correspond à une augmentation nette

mensuelle de 15,60 euros. Un ouvrier, un employé payés au smic et à temps complet ne pourront donc compter pour faire face à leurs besoins essentiels que sur un salaire de 1 398,69 euros net. Même dans le meilleur des cas c'est bien en dessous du montant qui serait nécessaire pour faire face aux besoins, en particulier dans une famille.

En maintenant le salaire minimum à un tel niveau, le gouvernement montre sa complaisance à l'égard du patronat, en même temps que le mépris qu'il a pour les millions de smicards obligés de continuer à trimer pour un tel salaire de misère en métropole et dans les départements d'Outre-Mer.

**C. D.**

## JO : vers un chaos olympique ?



PAVEL GOLOVKIN/AP

**Comment permettre à 15 millions de visiteurs de se déplacer pendant les Jeux Olympiques dans une agglomération aux transports en commun saturés et où on compte régulièrement plus de 100 km de bouchons les jours de semaine ? Beaune et Péresse proposent de supprimer les voyageurs.**

Rendue publique par *Le Canard enchaîné*, une lettre du préfet de police de Paris à Valérie Péresse, présidente LR de l'autorité de régulation des transports d'Île-de-France, signale que, onze lignes de métro, cinq lignes de RER et autant de Transilien étant déjà saturés, dans certaines zones il ne sera « possible d'acheminer les spectateurs que si tous les autres voyageurs étaient dissuadés ou presque ».

« On ne va pas être prêt », confirme la maire PS de Paris Anne Hidalgo, visant Péresse et le gouvernement, même si elle est elle-même accusée par le président de l'association 60 Millions d'automobilistes de n'avoir pas évalué les répercussions des restrictions de circulation et des zones réservées qui entraveront le trafic et les livraisons de marchandises.

Selon Péresse et Beaune,

ministre des Transports, tout se passera bien... à condition, pour Péresse, que le maximum de salariés soient mis en télétravail à 100 % et laissent la place dans les transports, comme pendant le Covid. Beaune, quant à lui, recommande tout bonnement de prendre des congés... mais pas aux travailleurs des secteurs participant à l'organisation des JO. Ceux-là, grâce à un décret gouvernemental, le patronat pourra les priver de leur jour de repos hebdomadaire.

La France serait le seul pays au monde à ne pas se réjouir que les Jeux aient lieu chez elle, déplore Péresse. Pourtant, sauf quelques patrons par l'odeur du profit alléchés, personne n'en veut nulle part. Avec 8,7 milliards d'euros gaspillés et un tel chaos à l'horizon, on se demande bien pourquoi...

**Sacha Kami**

## Missiles Patriot : toujours plus pour l'armement

L'OTAN a organisé une commande commune de 5,5 milliards d'euros de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne et la Roumanie concernant la fourniture d'un millier de missiles pour le système de défense anti-aérien Patriot.

Ce système est produit par l'américain Raytheon, au grand dam des producteurs français et italiens qui ont leur propre système, Mamba, estampillé « made in Europe », pour lequel ils ont commandé pour

2 milliards d'euros de missiles il y a un an.

Cela n'empêche pas certains industriels de jouer sur tous les tableaux. Ainsi le fabricant européen de munitions MBDA est partenaire de Thales pour les missiles du Mamba et devrait rouvrir une usine en Allemagne pour produire les missiles du Patriot.

L'argent coule à flots pour les marchands de canons mais, pour les populations, cela ne présage rien de bon.

**Lucas Pizet**



## CAC 40 : actionnaires au paradis

Les entreprises du CAC 40 se portent bien et leurs actionnaires encore mieux. En 2023, ils ont reçu 97,2 milliards d'euros sans se donner plus de mal que de posséder de grandes masses de capitaux sous forme d'actions.

Ces milliards versés aux propriétaires des 40 entreprises sont constitués, pour les deux tiers, de dividendes versés directement sur les comptes bancaires des actionnaires. Le dernier tiers vient arrondir leur fortune à peine moins directement : ce sont les sommes consacrées – ou plutôt gaspillées – par ces grands groupes pour racheter leurs propres actions et les détruire. Cela augmente mécaniquement la part de propriété contenue dans les actions restantes, et cela en fait augmenter la valeur en Bourse ainsi que le montant des dividendes auxquelles elles donnent droit.

Le trio de tête de ces mastodontes capitalistes est constitué du pétrolier TotalEnergies, de la banque BNP Paribas et du géant du luxe LVMH. À eux trois, ils ont versé 35 milliards à leurs actionnaires, qui sont en partie les mêmes grandes familles bourgeoises, concentrant toujours plus les revenus du capital.

Depuis qu'elles ont surmonté la grave crise de

2008-2009, les entreprises du CAC 40 ont presque constamment augmenté les richesses versées à leurs actionnaires. À partir de 2013, elles ont dépassé les 40 milliards par an, jusqu'à grimper à 60 milliards en 2019. La crise du Covid a ébranlé l'économie mondiale, mais même pour l'année 2020 le CAC 40 a continué à choyer ses actionnaires, quoiqu'un peu moins avec 36 milliards versés. Dès 2021, ce montant est reparti fortement à la hausse avec un record de près de 70 milliards. Record battu en 2022 avec 80 milliards et à nouveau en 2023 avec ces 97,2 milliards d'euros.

La part des richesses produites ainsi absorbée par la grande bourgeoisie est supérieure aux 94,2 milliards d'euros d'investissements réalisés l'an dernier par ces mêmes entreprises. Comparée avec l'évolution du PIB ou de la production industrielle qui ont stagné en France en 2023, la progression en flèche des montants accaparés par les actionnaires illustre leur



parasitisme croissant. D'autant plus que ces milliards se déversent dans le secteur financier hypertrophié et improductif.

Pendant ce temps les salaires des travailleurs, les pensions des retraités et les allocations ont perdu du pouvoir d'achat de façon accélérée face à l'inflation. Il y a un an, Bruno Le Maire avait fait mine de s'en émouvoir en déclarant : « Quand une entreprise est capable de verser des dividendes à ses actionnaires, elle doit être capable de verser une

meilleure rémunération à ses salariés ». Cela n'avait été suivi d'aucune augmentation de salaire, à part celles arrachées par les travailleurs eux-mêmes lors de grèves.

Il y aurait dans ces sommes folles, transférées en permanence à ce parasite du travail humain qu'est la toute petite minorité bourgeoise, de quoi satisfaire les besoins des classes populaires... à condition d'exproprier cette classe d'exploiteurs.

Lucien Déroit



## Dans les bulletins Lutte ouvrière

### Bonne année

La direction Alstom a décidé de passer de 23 à 12 jours RTT à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Ce passage en force n'a pas été apprécié.

Ainsi, mardi 9 janvier, nous sommes plus d'une centaine à avoir entamé un mouvement de grève. Nous n'acceptons pas de perdre ces jours qui sont utiles à chacun.

Si la direction pensait qu'elle pouvait faire ce qu'elle voulait, elle s'est mis le doigt dans l'œil.

Alstom General Electric-Belfort

### Notre peau avant les profits

Selon l'ANSES (l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), il y a une augmentation de certains cancers comme les cancers de la peau et les leucémies chez le personnel navigant.

Les rayonnements solaires pourraient en être la cause. Un manque de données récentes et d'études sur ces maladies est déploré par cette agence.

Mais ce ne sont pas les patrons des compagnies aériennes qui vont les réclamer...

Aéroport Toulouse Blagnac

### Quel manque de tenue!

Toujours à AviaPartner, depuis deux ou trois ans, les agents de piste constatent une nette dégradation de leurs tenues.

Le cuir des chaussures a laissé place au caoutchouc. Et la qualité des vêtements a dégringolé. Et encore pour ceux qui en ont, car beaucoup d'agents n'ont pas de tenues complètes.

Aussi, beaucoup les achètent eux-mêmes pour ne pas geler de froid sur la piste.

En faisant ces économies mesquines, le patron compte-t-il sur le réchauffement de la planète ?

Aéroport Toulouse Blagnac

## Région Normandie : racket sur la carte grise



THIERRY GACHON/MAXPPP

La Région Normandie a décidé d'augmenter de 31 % le tarif de la carte grise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. C'est la hausse la plus forte en France. Par ailleurs, les véhicules hybrides ne seront désormais plus exonérés.

Pourtant, le président de la Région, Hervé Morin,

se targue de la bonne santé financière de la collectivité régionale. Pour lui, il s'agit en fait de continuer à verser aux entreprises privées d'énormes sommes d'argent public, à hauteur de 865 millions d'euros pour 2024. Il veut que la Normandie garde ainsi son premier rang en

France pour les subventions d'argent public offert au patronat par habitant.

Les capitalistes ont toutes les raisons de se réjouir de la politique menée par Morin, leur dévoué serviteur. Gare, cependant, au retour de bâton !

Correspondant LO

## Bretagne : Orange pour les riches

Le patron d'Orange roule des mécaniques dans la presse, expliquant que sa société installera 400 000 kilomètres de fibre pour les Jeux Olympiques. Pour cela, il dit mobiliser un millier de managers, ingénieurs ou autres techniciens qui se préparent comme des

sportifs de haut niveau.

En attendant, Orange ne rétablira le téléphone ou l'Internet coupé en Bretagne lors de la tempête Ciaran qu'au premier semestre 2024. Le sportif de haut niveau a le souffle court quand il s'agit du service public.



CAMILLE ANDRÉ RADIO FRANCE



## Ateliers TGV – Villeneuve-Saint-Georges : débrayage pour une hausse des salaires

Au Technicentre Sud Est Européen de Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, et sur le site de Paris-Conflans, deux centaines de cheminots au total sur chaque site se sont rassemblés mardi 9 janvier pour un débrayage sur les salaires.

La direction ayant envoyé un de ses représentants essayer de justifier les misérables 1,8 % d'augmentation de salaires, les travailleurs lui ont répondu ironiquement par des

« Merci patron », sachant que la SNCF a réalisé près de 2,4 milliards de bénéfices ! Dans le cadre d'un appel syndical, des débrayages similaires ont eu lieu dans les autres ateliers assurant la

maintenance des rames TGV en France (Le Landy, Châtillon, Ourcq pour la banlieue parisienne et Lyon).

Contrairement aux miettes proposées en novembre par la direction, les travailleurs ont besoin de véritables augmentations de salaire. À la SNCF comme dans bien d'autres entreprises, ceux-ci sont bas. Par exemple, de jeunes

embauchés avec un bac touchent 1 500 euros net.

En ce début d'année, ces débrayages marquent un premier rassemblement contre la politique d'austérité du patron de la SNCF Farandou. Pour l'instant, la direction fait la sourde oreille. Mais les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot.

**Correspondant LO**

## SNCF – Montargis : grève totale aux guichets

Les cheminotes chargées de la vente des billets et de l'accueil en gare de Montargis, dans le Loiret, sont en grève totale depuis mardi 2 janvier. Elles exigent un guichet supplémentaire ouvert en journée, afin de faciliter le service des usagers de la gare.

Dès le transfert de la gare au réseau de mobilité Rémi Centre Val de Loire, il y a juste un an, les cheminotes avaient alerté la direction sur la longueur des files d'attente au moment

des départs et sur les tensions et conflits que cela occasionne. La direction s'en moque et n'a toujours pas répondu à leurs attentes. C'est pourquoi, en colère, elles ont décidé de se mettre

en grève, seul moyen de se faire entendre. Pour obtenir du soutien et expliquer leur mouvement, elles font signer à l'entrée de la gare une pétition aux habitants et usagers, ces derniers sont bien d'accord qu'un guichet en plus ne serait pas un luxe.

Une responsable est venue dire aux grévistes qu'elle comprenait leur

demande, mais comme a répondu l'une d'elles : « *Eh bien nous, on ne comprend pas ce refus d'ouvrir un poste supplémentaire, alors on continue.* »

Les grévistes, quatre femmes et un homme, restent déterminés et battants malgré le froid et l'obstination de la direction de la SNCF.

**Correspondant LO**

## STEF – Vitry-sur-Seine : des représailles contre les grévistes



À l'usine STEF (Société de transports frigorifiques) de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, plusieurs travailleurs sont convoqués pour des procédures disciplinaires pouvant aller jusqu'à licenciement. Ces travailleurs étaient des participants à une grève de trois jours mi-novembre pour l'augmentation des salaires. Ils revendiquaient 100 euros, ils en ont obtenu 50 et des primes. Mais la direction n'a pas digéré cette grève, la première à la STEF

depuis bien longtemps, dans laquelle elle a été obligée de faire quelques concessions, la grève, partie de la logistique, étant en train de s'étendre au secteur transport. Elle a choisi manifestement de se venger pour reprendre les choses en main.

L'accord était donc à peine signé qu'un gréviste recevait une mise à pied pour une absence datant du mois de juin. Et une fois le gros rush des fêtes passé pour les produits surgelés, en janvier c'est une partie des grévistes qui reçoit des lettres de convocation pour des procédures disciplinaires, sous divers prétextes. En même temps les pressions sur l'ensemble des employés se font plus importantes, avec chantage, renvoi d'intérimaires en fin de mission, etc.

Ce sont clairement des représailles envers les travailleurs qui ont relevé la tête, mais ces menaces n'empêcheront pas que la grève a changé la donne dans l'entreprise.

**Correspondant LO**

## Centre hospitalier Meulan-Les Mureaux : grève aux Urgences

Cela faisait des mois que le personnel des Urgences de l'hôpital intercommunal de Meulan-Les Mureaux, dans les Yvelines, réclamait l'embauche de personnel et en particulier d'une infirmière de nuit.

La direction refusait toujours, invoquant les recrutements déjà réalisés, mais oubliant de dire que sur cinq personnes recrutées l'an dernier, trois n'étaient pas restées. La patience ayant des limites, le personnel des

Urgences s'est mis en grève lundi 8 janvier et envisageait de poursuivre le mouvement, avec un rassemblement tous les jours à 14 heures.

Au-delà des Urgences, tous les services de ce centre hospitalier manquent

cruellement de personnel. La Maternité a dû fermer cet été pendant deux mois, des lits sont fermés et de nombreux médecins spécialistes sont partis, vu les conditions de travail.

Personnel et patients sont les victimes d'une politique d'économies drastiques inacceptable. Et la colère est bien justifiée.

**Correspondant LO**



### Dans les bulletins Lutte ouvrière

#### Les pompiers voient rouge

Les pompiers du Rhône tirent la sonnette d'alarme sur les délais d'attente dans les services d'urgences des hôpitaux de la métropole : Saint-Joseph, Croix-Rousse, Lyon Sud et Édouard Herriot.

Pendant une semaine, ils ont dû attendre largement plus d'une heure à de nombreuses reprises. Pendant tout ce temps, ils ne sont plus disponibles pour leurs autres interventions.

Leur colère est légitime : ce n'est pas aux pompiers de remédier au manque de moyens mis dans les hôpitaux !

*Hôpital de la Croix-Rousse*

#### La dure réalité

À N, des heures d'attente pour voir un médecin. Rien que pour se faire inscrire, il faut compter pas loin de 1 h 30 parfois.

Des malades attendent désespérément un lit : après les bouchons à l'entrée, voilà les bouchons à la sortie. Au milieu de ce « bazar », des soignants, des secrétaires et des administratifs sont épuisés. En plus il y a un cloisonnement par secteur qui isole et nuit à l'entraide.

Autant dire qu'on est loin de la belle organisation dans un pavillon flambant neuf où tout le monde devait s'épanouir et dont se repaissait la direction. Sauf que sans bras, sans lits d'aval, ça ne marche pas.

*Hôpital Édouard Herriot*

#### Conducteurs allemands en grève

Dès mercredi 10 janvier, les conducteurs de locomotives allemands seront en grève pour plusieurs jours. Ils réclament des hausses de salaires de 550 euros pour compenser l'inflation.

Mais les conditions de travail se sont tellement dégradées ces dernières années, qu'ils réclament aussi la réduction du temps de travail sans baisse du salaire. Ça pourrait être nos revendications à tous, souhaitons-leur un plein succès !

*SNCF Rouen Sotteville*



## Safran : la nouvelle convention passe mal

Chez Safran, l'application de la nouvelle convention collective de la métallurgie ne passe pas comme une lettre à la poste. Depuis que, courant octobre, la direction a communiqué à chacun sa nouvelle classification, les protestations sous des formes multiples se poursuivent.

Les qualifications ont été attribuées en principe en fonction du poste de travail, mais surtout à la baisse et dans l'arbitraire le plus total. Le sentiment général est que cette opération a pour but de tirer les salaires vers le bas. À l'usine de Villaroche,

des copies de dossiers qui ont préparé ces cotations ont fuité, au grand dam de la direction, et sont apparues dans plusieurs secteurs. Et tous ont pu constater qu'ils avaient été notés souvent par des gens qui ne connaissent rien à leur travail et

que, en plus des métiers, des salaires et des âges, le nombre d'heures de grèves effectuées dans l'année par chacun apparaissait. C'est sans doute ce qu'ils appellent « le savoir être » auprès des hiérarchies.

Dans plusieurs secteurs des différents sites, les travailleurs sont allés collectivement exprimer leur colère. Des heures d'information syndicale ont eu lieu et aussi des débrayages à Gennevilliers et à Châtelleraut.

Courant décembre, à Corbeil, les quinze contrôleurs du secteur Pièces tournantes se sont mis en grève un vendredi. À Châtelleraut, des ouvriers ont rendu collectivement les poinçons avec lesquels ils valident leurs opérations. À Villaroche, dès la première semaine 2024, une équipe de logisticiens du bâtiment 60 a annoncé que, puisqu'ils avaient une classification très basse, ils ne feraient plus certaines tâches qui n'étaient pas

prises en compte dans leur nouvelle qualification.

Au bout de deux jours de perturbation de l'activité et de tension avec les hiérarchies, la direction a annoncé un rendez-vous, comme elle l'avait fait à Corbeil. Face à chaque mouvement, elle essaye ainsi de gagner du temps sans rien changer. Ce jeu de dupes ne pourra pas durer éternellement, surtout avec l'approche des négociations salariales annuelles.

Correspondant LO

## Agents municipaux – La Courneuve : la colère monte

À La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, les agents municipaux du service Éducation se sont retrouvés à une cinquantaine lundi 8 janvier pour crier leur colère en mairie, à cause du manque d'effectifs qui entraîne une surcharge de travail pour tous, et aussi contre le licenciement d'un gardien apprécié.

Cela fait un bon moment que la mairie voulait faire partir ce gardien. Il y a un an et demi, une grève massive pour les mêmes objectifs qu'aujourd'hui avait fait reculer l'échéance. Pendant ces deux ans, la hiérarchie l'a harcelé, en souhaitant sa démission, et aujourd'hui elle le licencie en ne renouvelant pas son contrat.

La situation des agents s'est aggravée. La mairie emploie à sa guise des vacataires ; cela peut être

deux heures par jour pendant une semaine, et des horaires sans fin la semaine suivante. Auparavant, des vacataires malades étaient indemnisés, ce n'est plus le cas. Les chefs se disputent, du fait du manque de personnel. Comme le disent des grévistes, « on te jette comme un paquet d'un service à l'autre sans expliquer les tâches à exécuter », « on est ballotté d'une école à l'autre, sans aucune prise en charge des transports »,

« les horaires sont hachés tout au long de la journée ». Pour tous, cela s'aggrave. Avant, un agent technique devait nettoyer trois classes, maintenant c'est quatre. Avant, le gardien partageait le travail avec un « homme

de cour », maintenant il doit tout faire. Avant, les Atsem devaient seconder les instituteurs, maintenant on leur demande l'impossible.

Pas étonnant que la colère gronde chez les municipaux de La Courneuve,

comme dans de nombreuses municipalités. Récemment Belfort, Noisy-le-Grand, Nancy, Beauvais, Le Havre, et certainement d'autres, ont vu des mouvements de grève se produire.

Correspondant LO



## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Argentine : la tronçonneuse de Milei contre les droits des travailleurs

Depuis sa prise de fonction comme président de l'Argentine, Javier Milei empile les décisions pour réduire les droits des classes populaires

Le 27 décembre, Milei a envoyé au Parlement argentin, le Congrès, un ensemble de projets de loi représentant 183 pages et 664 articles, que les parlementaires devront étudier lors de plusieurs sessions extraordinaires – c'est les vacances d'été là-bas – pendant tout le mois de janvier.

Ces articles s'ajoutent aux quelque 300 articles contenus dans un méga décret passé une semaine auparavant. Ce sont autant de remises en cause qui devraient bouleverser l'économie, les finances, la fiscalité, les retraites, l'énergie, la sécurité, etc. Elles ouvrent la voie à la privatisation des entreprises publiques et au renforcement de l'appareil répressif. La nouvelle

équipe gouvernementale tente de s'attribuer des pouvoirs spéciaux au moins jusqu'à 2025, renouvelables une fois jusqu'à la fin du mandat de Milei.

Désormais, des manifestants bloquant les routes pourraient être condamnés à trois ans et demi de prison ferme et les cas de légitime défense des forces de répression sont élargis, de quoi augmenter les affaires de « gatillo facil » (gâchette facile).

Le 3 janvier, la justice argentine a suspendu le méga décret de Milei, qui a annoncé son intention de faire appel de cette décision. En tout cas, cette avalanche d'attaques contre les travailleurs ne va pas sans réactions.



Des dizaines de milliers de manifestants contre les projets de Milei le 20 décembre.

Le jour même où ce projet de loi a été déposé, on manifestait dans tout le pays. Quelque 30 000 personnes ont défilé dans les rues de Buenos Aires à l'appel de la CGT, la principale centrale syndicale, proche de l'opposition péroniste.

Pour tenter de circonscrire les manifestations ouvrières, le gouvernement Milei a d'ores et déjà annoncé qu'il présenterait aux organisateurs la facture de remise en ordre de la voirie, soit 67 000 euros.

Si le méga décret du 20 décembre n'a pas à être présenté au Congrès, celui-ci peut éventuellement le rejeter par un vote des

deux Chambres, députés et sénateurs. En attendant, la mise en œuvre des attaques est déjà en cours. La période d'essai après l'embauche passe de trois à huit mois ; les indemnités de licenciement sont réduites ; les loyers peuvent être augmentés sans limite et les contrats locatifs être libellés en dollars, ce qui écarte les plus démunis ; les cotisations des mutuelles augmentent de 40 % au 1<sup>er</sup> janvier. Par ailleurs, le feu vert est donné aux multinationales pour mettre la main sur les terres, à commencer par celles riches en lithium.

Milei renoue ici avec les

méthodes autoritaires mises en œuvre par les militaires après le coup d'État de 1976. Des recours constitutionnels sont en route, mais le nouveau président a déjà annoncé que, si ses décrets et lois étaient retoqués, il emploierait la voie référendaire, en espérant retrouver les 55 % qui l'ont amené au pouvoir.

Le gouvernement Milei procède à un véritable coup de force et est décidé à donner tout pouvoir au capital privé, face auquel les travailleurs et les classes populaires n'ont d'autre choix que de se préparer à une riposte acharnée.

Jacques Fontenoy

## Éthiopie : guerre, famine et exploitation

Plus de 800 personnes sont déjà mortes de faim ces deux derniers mois en Éthiopie, dans le Tigré, une région de 6 millions d'habitants qui a été ravagée par deux ans de guerre entre ses forces de libération et l'armée éthiopienne.

La guerre est officiellement terminée depuis un an, après avoir fait 600 000 morts. Un million de déplacés des zones de combat végètent dans des camps où ils ne peuvent ni travailler et gagner leur vie, ni regagner leurs terres car dans les faits la guerre continue.

Parallèlement, 100 000 Somaliens d'une région qui s'est proclamée

indépendante, le Somaliland, ont traversé la frontière pour fuir les affrontements entre les troupes locales favorables à la séparation et celles qui défendent le pouvoir central. Ils ont rejoint une zone elle aussi menacée par la famine. Le Somaliland, qui a imposé son existence depuis 1991, essaye d'obtenir un début de reconnaissance

après avoir négocié un accord avec l'Éthiopie, devenue l'Eldorado des trusts, en particulier du textile, pour ses bas salaires et ses ouvrières considérées comme dociles. L'Éthiopie, qui n'a plus de façade maritime depuis l'indépendance de l'Érythrée, aurait ainsi accès à 20 km de côte et au port de Berbera sur la mer Rouge pendant cinquante ans.

Le développement économique de l'Éthiopie s'accompagne de constructions plus ou moins pharaoniques, à l'initiative du président et de la bourgeoisie, et au détriment de la population que le pouvoir expulse et prive de revenu. Dans un pays qui rassemble 24 ethnies dont les politiciens exacerbent les éventuelles tensions pour s'assurer une place, les motifs de conflits territoriaux, ethniques et sociaux s'accumulent. Ce nouvel accord ne risque pas de résoudre les problèmes. Il est contesté par la Somalie. Et si, pour l'instant, chacun des protagonistes dit vouloir régler diplomatiquement cette question, elle

porte en germe la possibilité d'une nouvelle escalade guerrière.

D'ores et déjà, des millions d'hommes et de femmes ne survivent que grâce à l'aide alimentaire distribuée par les organisations internationales. Or celles-ci ont arrêté pendant plusieurs mois cette distribution, car une grande partie de l'aide était détournée par le pouvoir central. Les livraisons viennent de reprendre partiellement en

décembre 2023.

La région est frappée de plein fouet par les conséquences du réchauffement climatique, avec des périodes de sécheresse de plus en plus longues et des épisodes d'inondations meurtriers, comme en novembre 2023. L'incurie de l'État, la corruption, le manque d'infrastructures et les guerres se traduisent pour la population par une situation de plus en plus dramatique.

Inès Rabah



### Cercle Léon Trotsky

**Chaos économique mondial  
et marche à la guerre :  
un système capitaliste  
à renverser**

**Samedi 27 janvier à 15 heures**

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)